

Synthèse des activités 2012-2013

1^{er} mai 2012 au 31 mai 2013

Protocole UQAM/Relais-femmes

Service aux collectivités UQAM

1) QUELQUES CHIFFRES

Un total de **46** activités apparaissent au bilan de l’année 2012-2013 du Protocole UQAM/Relais-femmes dont 7 sont à l’étape du développement. On note **18** projets de recherche (dont 3 en développement), **12** projets de formation (dont 4 en développement), **13** activités de diffusion/transfert/mobilisation des connaissances et **3** projets regroupés sous « Autres activités ». Deux nouveaux projets de recherche ont vu le jour alors que 9 se sont achevés avec la parution d’un rapport suivi d’activités de diffusion et de transfert auprès des milieux universitaires (Congrès international, Acfas, Ouranos, Cinbiose, IREF, CRISES...) et de pratiques (rencontres, assemblées générales des groupes, tables rondes, activités de concertation...).

En 2012-2013, le financement global des projets s’est élevé à 192,886 \$.¹ Le secteur recherche compte des subventions s’élevant à 42, 219\$ \$ (dont 16, 002\$ du PAFARC), le secteur formation a généré des fonds de 141, 967 \$ et celui diffusion/transfert/mobilisation des connaissances de 8700\$. On note des apports internes de la part de l’Institut de recherches et d’études féministes (IREF), de l’Institut d’études internationales de Montréal (IEIM), du Regroupement québécois des études féministes (RéQEF) ainsi que de professeures individuellement. Les subventions externes proviennent du Fonds des services aux collectivités du ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport, du Comité organisateur du Congrès international des recherches féministes francophones de Lausanne, et des groupes partenaires à partir de diverses sources, dont le Secrétariat à l’action communautaire et aux initiatives sociales (SACAIS) et la Fondation Solstice.

Au total 31 professeures (professeurs), 10 professionnelles, (professionnels), 21 étudiantes, dont la moitié en études féministes, et 28 groupes de femmes et communautaires ont été

¹ Ce montant n’inclut pas les demandes de dégrèvement et les contributions reliées au budget de fonctionnement du Protocole.

directement impliqués dans les diverses activités de l'année. À ces derniers, s'ajoutent des collaboratrices, collaborateurs internes à l'université, issus d'autres universités et de diverses instances gouvernementales et institutionnelles.

2) FAITS SAILLANTS ET PERSPECTIVES

Mise sur pied du Pôle de réflexion et d'action sur l'intersectionnalité

L'année s'est amorcée par les premières réalisations du Pôle de réflexion sur l'intersectionnalité initié par le Comité conjoint² : l'organisation et la tenue le 30 août 2012 d'un atelier collectif d'une journée dans le cadre du 6^e Congrès international des recherches féministes francophones à Lausanne en Suisse (29 août - 2 septembre 2012). L'atelier *Composer avec la complexité des rapports sociaux dans la vie des femmes : conceptions, usages et effets de l'intersectionnalité* a réuni quatre équipes de recherche (professeures, groupes de femmes et étudiantes) dont les travaux se déroulent dans le cadre du Protocole. Elles ont présenté leur démarche et traité des enjeux qui se présentent tant sur le plan académique que politique lorsqu'elles prennent en considération les dynamiques de discrimination entrecroisées dans la vie de femmes autochtones, lesbiennes et ethnicisées par rapport à des questions de santé reproductive, d'emploi et de violence conjugale. Outre cet atelier, durant l'année, deux séminaires, des lectures collectives et la préparation d'un dossier thématique pour la revue scientifique Nouvelles pratiques sociales (Parution à l'automne 2013) ont permis de jeter les bases d'un nouveau réseau et de consolider des champs d'expertise universitaire et terrain sur la question.

Célébration du 30^e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes et renouvellement du Protocole

Le 28 novembre 2012, près de 90 personnes ont assisté à la cérémonie qui soulignait le 30^e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes, dont la première signature remonte au mois de mai 1982. Ouverte par le recteur Claude Corbo, la fête s'est déroulée sous le signe de l'histoire du Protocole et des événements marquants de sa contribution à l'évolution des études féministes à l'UQAM et à l'amélioration de la vie des femmes et de l'égalité entre les sexes. Des représentantes de groupes de femmes, des professeures, des professionnelles et

² Responsables du Pôle: Elizabeth Harper, École de travail social et Lyne Kurtzman, SAC

étudiantes ont livré des témoignages ou rappelé à la mémoire des moments clés de l'histoire du Protocole depuis 1982. La cérémonie s'est conclue par la signature d'un nouveau Protocole d'entente qui reconfirme le partenariat entre l'UQAM et Relais-femmes. Le comité organisateur de l'événement était composé des personnes suivantes : Sylvie Paré, directrice de l'IREF ; Sylvie de Grosbois, directrice du SAC, Lyne Kurtzman, professionnelle au Protocole, Lise Gervais, coordonnatrice générale de Relais-femmes et Isabelle Courcy, étudiante.

Plusieurs publications et productions

Entre le 19 novembre 2012 et le 25 mai 2013, dix productions ont vu le jour sous forme de rapports de recherche maison, de publications par des instituts ou des groupes ou encore d'outils de formation. Elles sont pour plusieurs l'aboutissement de différentes recherches visant la mixité et l'égalité en emploi dans les domaines de la réalisation télévisuelle, des métiers non traditionnels de la construction et du commerce de détail. D'autres traitent d'enjeux plus récents reliés aux changements climatiques, à l'antiféminisme, à la traite prostitutionnelle et à la santé reproductive et entraînent, pour la plupart, des développements ultérieurs (décris plus loin).

Soulignons les publications suivantes pour lesquelles ont été organisés lancements publics et activités de diffusion et transfert : *Les effets de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail et de vie des femmes*, rédigé par Stéphanie Mayer, publié par l'Institut d'études internationales de Montréal ; *La construction du choix de carrière des filles*, rédigé par Simon Grégoire et Louis Cournoyer, publié par Femmes Regroupées en options non traditionnelles et le Service aux collectivités ; *La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité*, rédigé par Sandrine Ricci, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy, publié par l'Institut de recherches et d'études féministes. (Liste des publications jointe à la fin)

Au chapitre de la formation, soulignons la production par la Coalition des familles homoparentales et le SAC d'un outil d'une grande qualité pédagogique financé par le Fonds des services aux collectivités du MELS, *De la diversité familiale aux stratégies pour en finir avec l'homophobie*. Il s'agit d'une trousse de formation et d'intervention virtuelle en français et en anglais qui comprend des guides pour formateurs-trices et des outils d'intervention concrets en milieu scolaire au Québec. On y trouve, par exemple : les résultats d'une recherche récente de Line Chamberland (Chaire de recherche sur l'homophobie) sur

l'homophobie en milieu scolaire au Québec ; un film documentaire et un diaporama sur les familles homoparentales ; 20 idées pour des écoles ouvertes à la diversité (avec témoignages d'éducateurs) ; des pochettes adressées aux enfants du primaire et adolescents du secondaire pour apprendre le respect de la diversité.

Genre et changements climatiques : une problématique en émergence

Dans le rapport de recherche *L'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec* (Annie Rochette, sciences juridiques), maintenant disponible, on constate que les changements climatiques sont peu intégrés dans les préoccupations des groupes de la société civile en général, et sont surtout considérés comme un enjeu environnemental lointain requérant des solutions technologiques. Or cet enjeu environnemental passe par des solutions à caractère social, économique et politique, et comporte des implications importantes pour la justice sociale et l'égalité. L'étude permet d'identifier un ensemble de stratégies de réduction des gaz à effets de serre et d'adaptation aux changements climatiques qui s'appuient sur une analyse différenciée selon les sexes. Elle débouche sur la nécessité d'une implication accrue des groupes de femmes sur la question, et d'une concertation avec les groupes environnementaux afin d'opérer les croisements nécessaires entre les perspectives féministes et les enjeux environnementaux. Une demande de subvention au Fonds des services aux collectivités du MELS pour 2013-2014 s'inscrit dans le prolongement de cette réflexion.

TICs et éthique communautaire : qui rejoint-on et pourquoi ?

Après une expérience pilote positive auprès des groupes de femmes montréalais, le projet *Soigner ses TICs communautaires : mythes enjeux et usages des technologies de l'information*, bat son plein grâce à une subvention obtenue du Fonds des services aux collectivités du MELS. Qu'est-ce que ça représente pour un groupe communautaire de s'afficher sur Facebook, YouTube, Twitter ou de « bloguer » ? Est-ce pertinent, utile, éthique ? Que doit-on diffuser, ne pas diffuser ? Qui rejoint-on et pourquoi ? Peut-on épargner temps et énergie dans notre travail quotidien par le biais des outils collaboratifs du Web ? Comment communiquer de façon plus efficace avec nos membres ? Voilà les questions auxquelles tente de répondre cette approche de formation en 4 temps dirigée par Sylvie Jochems (travail social) en partenariat avec la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec et Relais-femmes.

Parmi les six groupes qui participent à la formation, plusieurs se situent dans des régions du Québec où les enjeux relatifs aux TICs se posent avec acuité en raison des distances géographiques importantes qui les séparent de leurs groupes membres: Comité condition féminine de la Baie-James ; ConcertAction Femmes Estrie ; Table de concertation des groupes de femmes du Bas Saint-Laurent ; Regroupement des femmes de la Côte-Nord ; Organismes locaux membres de la FAFMRQ

Prostitution et exploitation sexuelle : développements à venir

On trouve dans la recherche sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle publiée en décembre 2012 (Sandrine Ricci, sociologie, Lyne Kurtzman, SAC, Marie-Andrée Roy, sciences des religions) différentes ressources pour appréhender le phénomène de la traite, dont des repères théoriques pour une analyse féministe et une étude du contexte juridico-politique. Une analyse des trajectoires de femmes trafiquées ou exploitées dans l'industrie du sexe met au jour le fonctionnement de la traite prostitutionnelle, des leurre du recrutement aux difficiles voies de sortie de ce système. Outre la sensibilisation à la culture de consommation et de banalisation de la prostitution et la création et le renforcement de structures d'aide orientées vers la sortie de la prostitution, les recommandations découlant de la recherche font appel à une loi claire qui dériminalise les personnes prostituées, qui reconnaît que l'exploitation sexuelle à des fins commerciales constitue une violence contre les femmes et porte atteinte à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans cette vision de la prostitution comme un obstacle à l'égalité entre les sexes, une recherche dans le domaine juridique (Rachel Chagnon et CLES) montre en quoi les articles du code criminel sur les actes entourant la prostitution font fi de la question du droit à l'égalité des femmes. De plus, un partenariat de recherche multipartite financé par les instances de condition féminine des deux paliers gouvernementaux regroupe des universitaires, des représentantes gouvernementales et des groupes communautaires qui interviennent directement auprès des prostituées afin d'analyser les besoins des femmes dans la prostitution et de développer un modèle de services pour soutenir les femmes qui veulent sortir de la prostitution.

Une demande de subvention au Fonds des services aux collectivités du MELS est envisagée pour 2013-2014 afin de mobiliser un corpus de connaissances issues de ces trois recherches et

développer des outils et une démarche de transfert/formation auprès des groupes de femmes et communautaires du Québec.

Recrudescence des enjeux sur les droits et la santé des femmes

Le retour en force du conservatisme social et politique au Canada et au Québec remet à l'ordre du jour le droit à l'avortement et à la contraception, et plus largement le domaine des droits et de la santé des femmes. Ainsi ces questions prennent une importance accrue dans nos travaux. Le groupe l'Autre Parole, un collectif de chrétiennes féministes a organisé des activités de réflexion (Marie-Andrée Roy, sciences des religions) ont sur la conjoncture religieuse et politique face à l'avortement et sur le fondement patriarcal de la position anti-choix de l'Église catholique romaine en vue d'une prise de position collective. Un partenariat de recherche entre Audrey Gonin (travail social) et la Fédération du Québec pour le planning des naissances s'attarde sur les centres opposés à l'option d'avortement qui se multiplient à travers le Québec et le Canada.³ Ces centres poseraient problème sur le plan éthique parce qu'ils chercheraient à influencer les femmes enceintes plus qu'à les accompagner dans une prise de décision, ne respectant pas ainsi le libre choix des femmes d'avoir ou non des enfants. La recherche est menée avec l'intention de documenter les discours et pratiques de ces centres au Québec et de mettre en place un mécanisme de certification de ceux qui respectent la prise de décision éclairée en matière de santé reproductive.

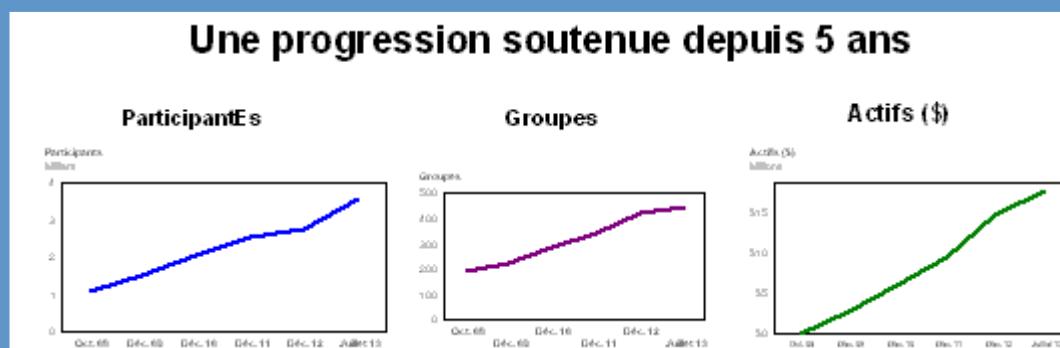
Les pratiques institutionnelles entourant l'accouchement sont également questionnées dans cet esprit d'autonomie et de santé reproductive. Une collaboration entre le Regroupement Naissance Renaissance et deux nouvelles professeures de sexologie, Sylvie Lévesque et Manon Bergeron, est en voie de prendre forme autour d'une démarche de recherche et de transfert des connaissances sur les pratiques obstétricales, la culture médicale de l'accouchement et les attitudes des différents intervenants et intervenantes institutionnels.

Appui continu au développement du régime de retraite des groupes communautaires et de femmes

Le développement de ce régime de retraite novateur répond au double objectif de réduire l'incidence de la pauvreté à la retraite parmi les personnes, à plus de 90% des femmes, travaillant au sein des groupes communautaires et de femmes et d'accroître la stabilité du personnel dans ces groupes pour qu'ils puissent mieux s'acquitter de leur mission,

³ Selon l'Association canadienne pour la liberté de choix (ACLC), il existerait aujourd'hui environ 28 centres anti-choix au Québec, et plus de 160 dans l'ensemble du Canada.

concrétisant ainsi les objectifs du plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire ainsi qu'en matière de lutte à la pauvreté. Le graphique suivant illustre bien la progression du Régime depuis son démarrage en 2008 :



Au 31 décembre 2012, le régime avait un actif de 1,78\$ pour chaque dollar de rente garantie et était solvable, ce qui en fait une exception parmi les régimes à prestations déterminées.

La contribution de l'UQAM a été au niveau de l'expertise technique pour faire en sorte que les politiques de financement, de placement et de prestations mises en place soient axées sur la sécurité et la pérennité, dans un contexte où les régimes de retraite sont généralement en crise. Elle s'est aussi concrétisée par des activités de formation continue auprès des membres du comité de retraite, de l'équipe des salariés du Régime ainsi qu'auprès des participants-es actuels et potentiels. Elle s'est enfin caractérisée par des activités de diffusion et de communication pour promouvoir cette approche innovatrice auprès de différents auditoires et instances.

3) COMITÉ CONJOINT DU PROTOCOLE UQAM/RELAIS-FEMMES 2012-2013

Lise Gervais, coordonnatrice générale de Relais-femmes

Manon Monastesse, directrice de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec

Jennifer Beeman, coordonnatrice en équité en emploi au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

Sylvie Paré, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes, UQAM

Elizabeth Harper, professeure à l'École de travail social, UQAM

Sylvie de Grosbois, directrice du Service aux collectivités, UQAM

Lyne Kurtzman, agente de développement au Service aux collectivités, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes

Synthèse rédigée par Lyne Kurtzman, agente de développement, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités, UQAM.

Parutions durant l'année 2012-2013⁴

Les réalisatrices du Petit écran (2012). Anne Migner Laurin et Anouk Bélanger, Comité équité de l'ARRQ, Service aux collectivités, UQAM, 171 pages.

La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité (2012). Sandrine Ricci, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy, Les cahiers de l'IREF, collection Agora, no 4, UQAM, 218 pages. Résumé disponible

De la diversité familiale aux stratégies pour en finir avec l'homophobie (2013). Trousse de formation, format numérique en français et en anglais, Coalition des familles homoparentales, Service aux collectivités, UQAM. (CD-ROM interactif, DVD et affiches)

Quand l'antiféminisme cible les féministes, actions, attaques et violences contre le mouvement des femmes (2013). Francis Dupuis-Déri, Regroupement québécois des CALACS, Service aux collectivités, UQAM, 56 pages.

La construction du choix de carrière des filles (2013). Simon Grégoire et Louis-Cournoyer, FRONT, Service aux collectivités, UQAM, 74 pages. Sommaire disponible

Trajectoires et types d'insertion en emploi de personnes ayant transité par des entreprises d'insertion : une étude exploratoire (2013). Annabelle Seery et Jean-Marc Fontan, GIREPS, Service aux collectivités, CRISES, UQAM, 30 pages.

Les effets de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail et de vie des femmes, le cas de Wal-Mart (2013). Stéphanie Mayer, Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), UQAM, 128 pages.

L'intégration du genre dans la lutte aux changements climatiques au Québec (2013). Annie Rochette, Service aux collectivités, UQAM, Réseau des femmes en environnement, 48 pages.

⁴ Deux rapports de recherche produits durant l'année sont pour diffusion interne seulement.